



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mercredi 7 mai 2025

Politique européenne et étrangère .....	2
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participe à une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Varsovie .....	2
Selon les Premiers ministres finlandais et luxembourgeois, l'Europe doit investir dans sa défense .....	2
Le Président Stubb a rencontré le Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden .....	2
Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation actuelle en Ukraine, de la participation de la Finlande à la gestion des crises internationales et du prochain sommet de la JEF .....	3
Editorial.....	3
La discipline financière doit être assouplie face à l'augmentation des dépenses de défense de l'UE .....	3
Défense .....	4
Un avion de chasse F/A-18 Hornet de l'armée de l'air s'est écrasé à Rovaniemi.....	4
Social.....	4
Enquête .....	4
Les fonctionnaires bénéficieront d'augmentations salariales étonnamment importantes – Comment cela s'est-il passé ? .....	4
Les augmentations de salaires vont augmenter les coûts salariaux de l'État, des communes et des régions de santé de centaines de millions d'euros .....	6
Réaction du Premier ministre Orpo sur les augmentations salariales des employés du secteur public : c'est un défi supplémentaire difficile pour les finances publiques .....	6
Le syndicat des pilotes de Finnair a suspendu sa grève .....	6
Grève à l'Université de Tampere .....	7
Le Fonds pour l'emploi estime qu'il sera nécessaire d'augmenter les cotisations des employés et des employeurs à l'assurance chômage .....	7
Parti des Vrais Finlandais.....	7
Le député des Vrais Finlandais Teemu Keskisarja se présente pour la vice-présidence du parti .....	7
Parti de la coalition nationale .....	7
La présidente du syndicat des enseignants quitte la Coalition nationale .....	7
Gouvernement.....	8
Selon le Premier ministre Orpo, alléger la fiscalité des retraités aux revenus les plus élevés n'était pas l'objectif principal des décisions fiscales .....	8
Energie .....	8
Le russe Rosatom engage un recours contre Fortum et Outokumpu .....	8
Diplomatie.....	8
L'Ambassade des Etats-Unis en Finlande demande à ses fournisseurs finlandais de se conformer aux lois américaines.....	8

## **Politique européenne et étrangère**

### **La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participe à une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Varsovie**

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE se réunissent pour une réunion informelle (Gymnich) à Varsovie, en Pologne, les 7 et 8 mai. La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen représente la Finlande à la réunion.

Les sujets abordés incluent l'agression russe contre l'Ukraine. L'accent sera mis sur le soutien de l'UE à l'Ukraine pour garantir une paix juste et durable.

« Nous devons soutenir l'Ukraine et exercer une pression maximale sur la Russie afin de renforcer sa position de négociation. La paix à instaurer doit être juste et durable », a déclaré Valtonen.

La réunion portera également sur les relations entre l'UE et les États-Unis, sous l'angle de la politique étrangère et de sécurité. Dans le cadre de cette réunion, les ministres auront des discussions informelles avec le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, et les ministres des Affaires étrangères des pays candidats à l'adhésion à l'UE.

« Les États-Unis et le Royaume-Uni sont les partenaires stratégiques les plus importants de l'UE. L'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité de l'Europe demeure essentiel. L'Europe est prête à assumer ses responsabilités en augmentant significativement ses contributions à sa sécurité et à sa défense », a déclaré Valtonen.

[https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-osallistuu-epaviralliseen-eu-ulkoministerikokoukseen-varsovassa?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-osallistuu-epaviralliseen-eu-ulkoministerikokoukseen-varsovassa?languageId=en_US)

### **Selon les Premiers ministres finlandais et luxembourgeois, l'Europe doit investir dans sa défense**

Le Premier ministre Petteri Orpo et le Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden se sont entretenus à Helsinki mardi 6 mai. Leurs discussions ont porté sur la sécurité européenne, l'Ukraine, les relations transatlantiques et le renforcement des relations économiques entre la Finlande et le Luxembourg.

« Lors de mes entretiens avec le Premier ministre Frieden, j'ai particulièrement insisté sur la menace permanente que représente la Russie pour l'Europe. Face à cette menace, il est important d'améliorer les capacités et l'indépendance de la défense européenne. Nous avons également longuement discuté du modèle de sécurité global de la Finlande. Le Premier ministre Frieden s'est montré très intéressé par la préparation et par la manière dont la société finlandaise a été mobilisée pour assurer notre sécurité collective », a déclaré le Premier ministre Orpo à l'issue de leur entretien.

Lors de sa visite à Helsinki, le Premier ministre Frieden a visité l'abri de protection civile de Merihaka et le Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides.

Les Premiers ministres ont aussi identifié de bonnes opportunités d'approfondir les relations économiques bilatérales entre leurs pays. « Il existe des opportunités de coopération plus étroite dans des domaines tels que la numérisation, l'économie circulaire et les énergies renouvelables. Nous partageons également des intérêts communs dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'industrie spatiale », a déclaré le Premier ministre Orpo.

[https://valtioneuvosto.fi/-/suomen-ja-luxemburgin-paaministerit-euroopan-puolustukseen-on-panostettava?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/suomen-ja-luxemburgin-paaministerit-euroopan-puolustukseen-on-panostettava?languageId=en_US)

### **Le Président Stubb a rencontré le Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden**

Le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, a rencontré le Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden au Palais présidentiel mardi 6 mai 2025.

Le Président et le Premier ministre ont discuté de la sécurité européenne et de la guerre d'agression russe en Ukraine.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-meets-with-prime-minister-of-luxembourg-luc-frieden/>

## **Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation actuelle en Ukraine, de la participation de la Finlande à la gestion des crises internationales et du prochain sommet de la JEF**

Mardi 6 mai, le Président de la République et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité du gouvernement ont discuté de la situation actuelle en Ukraine et des propositions visant à instaurer la paix et à mettre fin à la guerre d'agression illégale menée par la Russie.

Le Président et le Comité ont été informés de la situation de la participation de la Finlande à la gestion des crises internationales. La Finlande compte actuellement environ 400 soldats participant à dix opérations militaires de gestion de crises dans le cadre de l'ONU, de l'UE et de l'OTAN, ainsi que 115 experts détachés travaillant dans des opérations civiles de gestion de crises en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Le Président et le Comité ont également discuté des relations bilatérales entre la Finlande et les États-Unis.

En outre, le Président et le Comité ont discuté des questions d'actualité de l'OTAN, de la réunion des dirigeants de la Force expéditionnaire conjointe (JEF) à Oslo les 8 et 9 mai et de la réunion de la Communauté politique européenne le 16 mai.

[https://valtioneuvosto.fi/-/tp-utva-ssa-esilla-ukrainan-ajankohtainen-tilanne-suomen-osallistuminen-kansainvaliseen-kriisinhallintaan-seka-oslossa-jarjestettava-jef-maiden-paamieskokous?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/tp-utva-ssa-esilla-ukrainan-ajankohtainen-tilanne-suomen-osallistuminen-kansainvaliseen-kriisinhallintaan-seka-oslossa-jarjestettava-jef-maiden-paamieskokous?languageId=en_US)

### **Editorial**

#### **La discipline financière doit être assouplie face à l'augmentation des dépenses de défense de l'UE**

La Finlande fait partie des pays de l'UE qui demandent à l'Union d'activer la clause dérogatoire nationale pour augmenter les dépenses de défense. Cela signifie qu'un État membre est autorisé à enfreindre temporairement les règles du Pacte de stabilité et de croissance si les investissements dans la défense augmentent les dépenses publiques et entraînent un écart par rapport aux objectifs budgétaires. Cet écart peut atteindre un maximum de 1,5 % du produit intérieur brut par an jusqu'en 2028.

Jusqu'à présent, un peu plus de la moitié des États membres ont demandé l'activation de cette clause. L'hypothèse était que la quasi-totalité des pays de l'UE demanderaient une exception afin d'atteindre l'objectif de la Commission d'une augmentation de 650 milliards d'euros des dépenses de défense nationales au cours des quatre prochaines années.

L'activation de la clause dérogatoire ne signifie pas que les règles de politique budgétaire ont été complètement écartées, même si cela a également été demandé. Selon les règles, le déficit public ne peut excéder 3 % du PIB, mais des mesures de clémence ont été accordées au cas par cas si la Commission estime que le dépassement est mineur et temporaire.

La Finlande a évité la procédure de déficit excessif l'année dernière, mais cette année, elle est à nouveau sur le point d'être soumise à la procédure de déficit excessif suite à ce dépassement. Il n'est pas encore certain que l'activation de la clause dérogatoire pour les dépenses de défense permette de l'éviter.

L'activation de la clause dérogatoire s'inscrit dans le cadre du plan « Réarmer l'Europe » lancé par la Commission, dont le deuxième volet est une facilité de prêt de 150 milliards d'euros pour les marchés publics de défense conjoints des États membres.

Le total de 800 milliards d'euros semble considérable, mais les besoins sont également importants, car l'Europe doit assumer une part croissante de sa propre responsabilité en matière de défense. Selon l'Institut Bruegel, les pays de l'UE devraient augmenter leurs investissements de défense à au moins 250 milliards d'euros par an dans les années à venir. S'ils souhaitent développer rapidement leur défense, les pays de l'UE ne pourront y parvenir sans s'endetter davantage.

HS

## **Défense**

### **Un avion de chasse F/A-18 Hornet de l'armée de l'air s'est écrasé à Rovaniemi**

Un avion de chasse F/A-18 Hornet de l'armée de l'air s'est écrasé à Rovaniemi le 7 mai vers 11 heures. L'appareil s'est écrasé dans la zone de l'aéroport de Rovaniemi. Le pilote a pu s'éjecter et a été localisé.

X

## **Social**

### **Enquête**

#### **Les fonctionnaires bénéficieront d'augmentations salariales étonnamment importantes – Comment cela s'est-il passé ?**

Les employeurs du secteur public exigeaient des augmentations salariales plus faibles que celles du secteur exportateur, mais face aux grèves et aux menaces de grèves, certains considèrent qu'ils ont cédé très rapidement et facilement, estime Helsingin Sanomat.

Les fonctionnaires bénéficieront d'augmentations salariales d'environ 7,4 % sur un peu moins de trois ans.

Le programme salarial pour les municipalités et les régions de santé se poursuivra, avec des augmentations supplémentaires de 1,8 % sur trois ans, en plus de ces 7,4%.

L'accord a été scellé lundi, lorsque les organisations représentant les employés de l'État, des municipalités et des régions de santé ont approuvé les solutions de négociation conclues la semaine dernière.

Le résultat final peut être considéré comme surprenant compte tenu des positions de départ. La position de l'employeur public a longtemps été que l'État, endetté, ne pouvait pas se permettre des augmentations salariales comparables à celles de l'industrie. De même, l'Association des employeurs des municipalités et des régions de santé (KT) a déclaré que le niveau général d'augmentation du privé, combiné au programme salarial supplémentaire prévu, était excessif.

Néanmoins, l'État et KT ont fini par se plier à la volonté des organisations de salariés. Les employés des municipalités et des régions de santé resteront les « leaders » des négociations salariales au cours des prochaines années, ce qui signifie qu'ils bénéficieront d'augmentations contractuelles plus importantes que les employés du secteur privé.

Que s'est-il passé exactement ?

La réponse est simple : selon des sources venant des salariés et des employeurs, la grève des fonctionnaires a été un coup dur pour les représentants de l'employeur public.

L'État qui exigeait des augmentations inférieures au niveau de l'industrie a fait face à deux grèves, mais une troisième grève aurait été trop lourde. La grève de deux jours prévue cette semaine aurait affecté, entre autres, l'ensemble des activités du Centre d'appels d'urgence et des services de police de trois régions.

Les salariés avaient également adopté une position plus dure lors des négociations concernant le volume de service minimum que lors des deux grèves précédentes. La mise en danger potentielle de la vie et de la santé des personnes a terrifié l'employeur public.

De plus, l'employeur public a compris qu'une quatrième grève, encore plus importante, suivrait la troisième.

Les fonctionnaires s'étaient en effet mis en grève ce printemps pour la première fois depuis des décennies. Les grèves ont été lancées lentement au début, mais, du point de vue des salariés, elles ont finalement atteint leur objectif.

Les employés des municipalités et des régions de santé n'ont même pas eu besoin d'organiser une action collective. Selon certaines sources, KT s'est plié à leur volonté avec une rapidité surprenante.

En début de semaine dernière, KT a mis fin aux deux dernières années de son programme salarial d'augmentations supplémentaires de 2% sur deux ans.

Cependant, les organisations représentant les infirmières et les enseignants, par exemple, se sont montrées particulièrement réservées dans leur réaction ; elles soupçonnaient déjà qu'un programme salarial supplémentaire presque aussi avantageux leur serait proposé en remplacement.

Dans la solution trouvée deux jours plus tard, à la veille du 1er mai, le programme salarial supplémentaire apporte un total de 1,8 % d'augmentations supplémentaires sur trois ans, en plus des augmentations générales (de 7,4% sur trois ans) contre précédemment 2% sur deux ans.

Ce changement est minime comparé au fait que KT avait exigé que « la situation économique difficile du secteur des collectivités locales et de la protection sociale soit prise en compte » dans la solution salariale.

KT a reçu comme concessions qu'une grande partie des augmentations supplémentaires serait reportée à la dernière année, soit 2028. En revanche, le nouveau programme salarial ne peut être dénoncé, tandis que le précédent aurait pu l'être également l'année prochaine.

L'accord salarial qui en résulte est le premier négocié par Henrika Nybondas-Kangas en tant que directrice de KT. Cependant, selon certaines sources, la concession de KT n'est pas uniquement due à la nouvelle direction : les directeurs des régions de santé craignent tellement les grèves des infirmières qu'ils préfèrent accorder d'importantes augmentations salariales plutôt que d'accepter des grèves.

Les syndicats Tehy et Super, qui représentent les infirmières, n'ont même pas eu besoin d'annoncer la menace d'une grève lors de cette négociation. En exagérant à peine, on peut dire qu'il a suffi à la présidente de Tehy, Millariikka Rytönen, de prononcer publiquement le mot « grève » pour obtenir satisfaction.

L'ancien directeur de KT, Markku Jalonen, a expliqué en mars à son départ à la retraite comment les grèves des infirmières et des autres travailleurs du secteur public l'ont poussé à accepter le programme salarial des municipalités et des régions de protection sociale en 2022. « La vie et la santé des citoyens étaient constamment menacées. Dans le secteur privé, on peut fermer un site de production et subir des pertes. Nous ne pouvons tout simplement pas fermer, par exemple, les services de protection de l'enfance, de soins d'urgence, d'accouchement ou de protection civile », a déclaré Jalonen.

Ce même raisonnement a conduit la Confédération finlandaise de la santé et des services sociaux à accorder une prolongation du programme salarial lors de ce cycle de négociations, avant même la menace de grève. De plus, les régions craignaient que les grèves des infirmières n'augmentent la dette de soin et ne rendent les soins plus coûteux.

L'État était représenté lors des négociations par le ministère des Finances. Le secrétaire général du ministère Juha Majanen et le directeur de la politique économique Lauri Kajanoja y ont joué un rôle clé. M. Kajanoja siège au sein de la division des régions de santé (qui négocie pour l'employeur), où il représente l'État.

Les hauts fonctionnaires ont également informé de l'avancement des négociations les dirigeants politiques, notamment le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Collectivités locales, Anna-Kaisa Ikonen, responsable de l'administration centrale. Selon certaines sources, les responsables politiques se sont toutefois montrés réticents à s'impliquer directement dans les négociations. D'un autre côté, personne n'aurait voulu admettre que, même s'ils y étaient impliqués, ils l'étaient bel et bien.

L'issue des négociations est décevante pour le ministère des Finances. Selon les responsables, les augmentations excessives ne feront qu'entraîner de nouvelles coupes dans d'autres secteurs du secteur public dans les années à venir.

Le ministère des Finances a tenté de faire baisser les augmentations des fonctionnaires en dessous du niveau général obtenu par l'industrie, mais n'y est pas parvenu. Au sein de KT, en revanche, l'influence de l'État est minime, même si le financement des secteurs sociaux provient de l'État.

Un fonctionnaire du ministère des Finances siège bien au sein de la division de régions de santé, mais la majorité de ses membres sont des élus des régions nommés par différents partis. Actuellement, la majorité d'entre eux sont des représentants des partis d'opposition actuels, conformément aux résultats des élections régionales de 2022.

Certaines sources estiment qu'il est trop facile pour les élus régionaux d'accepter les revendications des travailleurs par crainte de grèves, car les fonds destinés aux augmentations de salaire proviennent de l'État.

Les avis des différents partis sont également partagés sur la question de savoir si les fonctionnaires devraient bénéficier des mêmes augmentations de salaire que les travailleurs des industries exportatrices.

L'accord du secteur public confirme que, dans le modèle du marché du travail finlandais, la ligne générale fixée par le secteur privé exportateur semble constituer non seulement un plafond, mais aussi un plancher, pour les autres secteurs.

Il est essentiel pour les organisations représentant les employés du secteur public que la ligne générale du secteur privé s'applique également à leurs membres. Du côté des employeurs, cependant, on craint que ce modèle soit trop coûteux pour le secteur public.

Les deux parties se félicitent de la longue paix sociale obtenue suite à ces accords qui sont valables pour près de trois ans.

HS

### **Les augmentations de salaires vont augmenter les coûts salariaux de l'État, des communes et des régions de santé de centaines de millions d'euros**

Selon le patronat des communes et des régions de santé KT, les hausses salariales vont augmenter les coûts salariaux des communes de 320 millions d'euros cette année, d'environ 377 millions d'euros en 2026 et d'environ 470 millions d'euros en 2027.

Les hausses salariales des régions de santé vont augmenter les coûts salariaux de 753 millions d'euros cette année, de 647 millions d'euros en 2026 et de 578 millions d'euros en 2027.

Les hausses salariales des employés de l'État vont augmenter les coûts salariaux de l'État de 430 millions d'euros au total sur trois ans, selon le ministère des Finances.

Kauppaletti

### **Réaction du Premier ministre Orpo sur les augmentations salariales des employés du secteur public : c'est un défi supplémentaire difficile pour les finances publiques**

Le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) estime que les augmentations salariales des employés de l'État, des communes et des régions de santé seront « un défi » pour les finances publiques.

« Les politiciens ne sont pas engagés dans les négociations salariales. Mais il est clair qu'il s'agit d'un défi supplémentaire difficile pour les finances publiques », a dit le Premier ministre. Orpo n'a pas voulu donner de commentaire sur la question de savoir si les augmentations salariales pourraient conduire, par exemple, à la nécessité de procéder à des coupes budgétaires supplémentaires afin de réduire la dette publique.

« Il faut revoir l'ensemble des choses. Nous allons revenir sur ce sujet une fois que nous aurons des calculs plus précis », a dit le Premier ministre.

La ministre des Finances Riiikka Purra (Vrais Finlandais) n'a pas voulu donner de commentaire sur le résultat des négociations salariales. « Je ne vais pas commenter les négociations du marché de travail. L'essentiel est qu'un accord ait été trouvé », a dit la Ministre.

Purra a pourtant estimé que « cet accord, ensemble avec les réductions fiscales, la diminution des taux d'intérêt et de l'inflation, améliora le pouvoir d'achat des salariés. »

MTV

### **Le syndicat des pilotes de Finnair a suspendu sa grève**

Le syndicat SLL a annoncé mardi soir de suspendre la grève des heures supplémentaires des pilotes de Finnair, qui est en cours depuis plusieurs mois.

Le syndicat a rejeté mardi la proposition de l'employeur pour une nouvelle convention salariale, mais a pourtant décidé de suspendre la grève, car la proposition « comportait certains aspects positifs » et que l'employeur « s'est montré engagé pour trouver une solution au conflit. »

Le patronat Palta s'est dit « très déçu » du fait que le syndicat a rejeté la proposition. Les négociations continuent aujourd'hui.

MTV

### **Grève à l'Université de Tampere**

Une grève comprenant presque la totalité du personnel de l'Université de Tampere lieu aujourd'hui. La convention collective est négociée depuis début février et comme il n'y a pas eu d'accord sur les conditions de travail et les augmentations salariales pour les 13 universités, la grève est mise en place selon le préavis donné.

AL

### **Le Fonds pour l'emploi estime qu'il sera nécessaire d'augmenter les cotisations des employés et des employeurs à l'assurance chômage**

Le Fonds pour l'emploi (Työllisyysrahasto) a publié la semaine dernière son estimation selon laquelle il serait nécessaire d'augmenter le taux de cotisation de l'assurance chômage entre 0,5 et 1,5 point pour l'année 2026.

L'augmentation serait partagée entre les employeurs (entre 0,25 et 0,75 point) et les employés (entre 0,25 et 0,75 point). Le montant des cotisations de sécurité sociale payé par les entreprises et prélevé des salaires serait donc plus élevé.

Pour les entreprises, les cotisations à l'assurance chômage pourraient augmenter pour une valeur allant de 150 à 500 millions d'euros.

Kauppaletti

### ***Parti des Vrais Finlandais***

#### **Le député des Vrais Finlandais Teemu Keskisarja se présente pour la vice-présidence du parti**

Le député des Vrais Finlandais Teemu Keskisarja se présente pour le poste du premier vice-président du parti.

Comme motivation de sa candidature, Keskisarja a évoqué la défaite cuisante des Vrais Finlandais aux élections municipales et régionales.

« Ce n'est pas possible que la direction du parti continue à fonctionner en harmonie, sans que personne exprime le moindre désaccord », a dit Keskisarja.

Selon Keskisarja, la diminution de l'audience des Vrais Finlandais conduira la Finlande par exemple « au socialisme », « à l'arbitraire de l'UE », « à l'hystérie climatique » et « au grand remplacement », et il faut donc un changement.

La première vice-présidente actuelle des Vrais Finlandais est la ministre de la Justice Leena Meri. Elle ne se représente pas.

La direction du parti sera choisie en juin.

HS

### ***Parti de la coalition nationale***

#### **La présidente du syndicat des enseignants quitte la Coalition nationale**

Aamulehti rend compte du fait que Katariina Murto, présidente du syndicat des enseignants OAJ, déçue de la campagne de communication du parti de la Coalition nationale, ne souhaite plus être membre de ce parti dans lequel elle milite depuis des décennies.

Suite aux négociations de mi-mandat du gouvernement, le parti de la coalition nationale avait en effet fait une campagne de communication montrant à quel point un salarié payant ses cotisations syndicales aurait des allègements d'impôts en 2026 moins importants qu'un salarié non membre d'un syndicat.

Le parti de la coalition nationale a retiré sa campagne et s'est excusé.

AL

## **Gouvernement**

### **Selon le Premier ministre Orpo, alléger la fiscalité des retraités aux revenus les plus élevés n'était pas l'objectif principal des décisions fiscales**

Selon le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale), alléger la fiscalité des retraités aux revenus les plus élevés n'était pas l'objectif principal du gouvernement lors de ces négociations de mi-mandat.

Le journal Helsingin Sanomat a révélé que les allègements fiscaux décidés lors les négociations de mi-mandat du gouvernement vont également alléger la fiscalité des pensions de retraite les plus élevées. Par exemple, le taux d'impôt d'une pension de retraite de 15 000 euros par mois va diminuer de 3,2 %, soit près de 5 700 euros par an. Pour une pension moyenne de 2100 euros par mois, le taux d'impôt va diminuer seulement de 0,1 %, soit 30 euros par an.

Selon le gouvernement, les allègements fiscaux ont pour objectif d'encourager les personnes aux revenus élevés à travailler plus. Dans le cas des retraités, cet argument n'est pourtant pas légitime.

« Lorsque ces décisions seront transformées en projets de loi, nous allons sûrement revoir cette question », a dit le Premier ministre. « La préparation est encore en cours, donc nous allons revenir à ce sujet plus tard. Mais je peux dire que cela n'était pas l'objectif principal. »

TS

## **Energie**

### **Le russe Rosatom engage un recours contre Fortum et Outokumpu**

Le groupe d'énergie nucléaire russe Rosatom introduit une action en justice contre les groupes énergétiques Fortum et Outokumpu qu'il accuse d'avoir résilié le contrat concernant le projet de construction d'un réacteur nucléaire à Pyhäjoki.

Rosatom demande des dédommagements de 2,5 milliards d'euros.

Fennovoima a résilié en avril 2022 le contrat signé en 2013. Fortum et Outokumpu sont actionnaires dans Fennovoima.

Des actions entre Fennovoima et Rosatom sont en cours dans une procédure d'arbitrage internationale.

HS/A31

## **Diplomatie**

### **L'Ambassade des Etats-Unis en Finlande demande à ses fournisseurs finlandais de se conformer aux lois américaines**

Hufvudstadsbladet rend compte du fait que l'Ambassade des Etats-Unis à Helsinki demande désormais à ses fournisseurs de services de se conformer aux lois américaines.

Selon l'ambassade, une déclaration en la matière est demandée aux entreprises, mais aucun contrôle qui aille au-delà n'est effectué.

HBL/10